

# Thierry Feral

## Quelques considérations sur l'impérialisme allemand de la fondation du Reich en 1871 à l'établissement de la dictature hitlérienne

*À la mémoire de Reinhard Kühnl*

Le 18 janvier 1871 marque la consécration de la politique bismarckienne : Le roi de Prusse est proclamé « Empereur allemand » au château de Versailles sous le nom de Guillaume I<sup>er</sup>. Dans les mois qui suivent, Adolphe Thiers (1797-1877) se fait le maître d'œuvre de l'ambition expansionniste prussienne tout en se posant en sauveur de l'ordre bourgeois par l'extermination de la Commune (21 au 28 mai) : « Nous avons atteint le but. L'ordre, la justice, la civilisation ont enfin remporté la victoire »<sup>1</sup>. Il y a gagné la réduction d'un sixième de l'indemnité de guerre<sup>2</sup> contre l'entrée des troupes allemandes dans Paris, ainsi que la non-annexion par l'Allemagne du Territoire de Belfort, mais il a livré à Bismarck l'Alsace-Lorraine en vrac : gisements miniers, potentiel industriel, population laborieuse. Le traité de Francfort, signé le 10 mai et ratifié par l'Assemblée nationale le 18, confère à l'Allemagne désormais unifiée une place prépondérante en Europe. Grâce à l'apport des richesses du nouveau territoire impérial (*Reichsland Elsaß-Lothringen*), elle connaît un remarquable essor économique. Sous la pression des milieux d'affaires, Bismarck — qui en vieux conservateur ne s'intéressait qu'à la question européenne et était hostile à tout éparpillement — se voit bientôt contraint de se préoccuper d'une ouverture coloniale. Entre 1884 et 1889, il convertit en colonies les quelques établissements créés en Afrique (Togo, Cameroun, Namibie, Tanzanie) à l'initiative privée d'explorateurs.



---

<sup>1</sup> Déclaration de Thiers du 22 mai 1871 ; son attitude fera désormais jurisprudence dans les milieux gouvernementaux français ; on préférera toujours brader l'intérêt national et capituler devant l'impérialisme germanique pour peu que l'on y voit le moyen d'étouffer le mouvement révolutionnaire.

<sup>2</sup> Fixée à l'origine par Bismarck à six milliards de francs-or.

Mais il est trop tard ; les autres grandes puissances se sont déjà partagées le monde. À titre d'exemple, l'Angleterre possède à la veille de la Première Guerre mondiale un empire colonial de 33,5 millions de kilomètres carrés, la France un empire colonial de 10,6 millions de kilomètres carrés, alors que celui de l'Allemagne ne s'étend que sur 2,9 millions de kilomètres carrés.



1914: empire colonial britannique en rose (auquel il faut rajouter le Canada, alors dominion autonome) ; empire colonial français en bleu ; empire colonial allemand en jaune !!!

Malgré les succès de la politique économique de Guillaume II<sup>3</sup>, devenu le maître absolu après le renvoi de Bismarck en 1890, le *Reich* se trouve, faute de territoires encore vacants, dans l'absolue nécessité de conquérir coûte que coûte des sources de matières premières et des débouchés complémentaires. « *Si nous n'acquérons pas au plus tôt des terres nouvelles, fulmine en 1901 l'historien pangermaniste et raciologue Albrecht Wirth (1866-1938), nous allons inévitablement au-devant d'une épouvantable catastrophe* »<sup>4</sup>. Quant à l'historien français Édouard Driault (1864-1947), il prophétisait dans son étude, *Les Problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, que cette disproportion dans le partage du monde ne pourrait qu'avoir de lourdes conséquences car « *les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne jamais l'être et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain [...]. Les puissances prépondérantes en Europe, directrices de ses destinées, ne sont pas également prépondérantes dans le monde. Et, comme la grandeur coloniale, promesse de richesses encore non calculées, se répercutera évidemment sur l'importance relative des États européens, la question coloniale, „l'impérialisme” si l'on veut, a modifié déjà et modifiera de plus en plus les conditions politiques de l'Europe elle-même* »<sup>5</sup>.

Or depuis la chute de Bismarck, l'Allemagne conjugue plusieurs paramètres qui la poussent à rêver d'hégémonie : sa population est passée à 65 millions d'habitants pour une superficie de 540 800 kilomètres carrés (France : 39 mio pour 670 000

<sup>3</sup> Politique économique au sens capitaliste du terme, c'est-à-dire reposant sur un impérialisme interne (cartellisation, oligarchie) et nécessitant un impérialisme externe qui fait alors cruellement défaut.

<sup>4</sup> Albrecht Wirth, *Volkstum und Weltmacht in der Geschichte*, Munich, Bruckmann, 1901, p. 227.

<sup>5</sup> Édouard Driault, *Les Problèmes politiques et sociaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Alcan, 1900, pp. 289-290 (cf. sur ce même site : *Quelques textes critiques à propos de la Première Guerre mondiale*, texte n°1).

km<sup>2</sup>) ; son agriculture est devenue la plus productive d'Europe et elle se place au deuxième rang mondial sur le plan industriel ; elle possède une armée moderne redoutable paraissant être assurée de la victoire ; enfin, elle connaît une propagande débordante des associations pangermanistes qui arguent d'une prétendue supériorité raciale et civilisationnelle pour persuader les masses du bien-fondé d'un programme expansionniste<sup>6</sup>.



*Projet européen de la Ligue pangermaniste*

D'autant que, à y regarder de près, il n'y a pas de temps à perdre ; dans cette « monstrueuse entité économique qui semble tourner sur elle-même »<sup>7</sup> qu'est progressivement devenue l'Allemagne, la crise est latente.

Comprenant que l'Europe s'oriente inexorablement vers les hostilités, l'Internationale socialiste réagit à plusieurs reprises, rappelant que ce n'est qu'en « surmontant l'antagonisme entre l'Allemagne d'une part, la France et l'Angleterre d'autre part, que l'on parviendra à éviter que n'éclate un conflit international [...] et à préserver la paix mondiale »<sup>8</sup>. Mais l'empereur bâillonne, voire réprime durement tous ceux qui tentent « d'opposer au monde capitaliste d'exploitation et de meurtre généralisé le monde prolétarien de la paix et de la fraternité entre les peuples »<sup>9</sup>, autrement dit les vrais socialistes<sup>10</sup>. Les autres, les révisionnistes<sup>11</sup>, il les achète. Contre un impôt sur la

<sup>6</sup> Cf. Guillaume II : « Le monde guérira un jour par le caractère allemand » (cit. in Jules Arren, *Guillaume II – Ce qu'il dit, ce qu'il pense*, Paris, Lafitte, 1911). Pour sa part, l'idéologue pangermaniste à succès, Otto Richard Tannenberg, exigeait que, outre la domination de l'Europe, l'Allemagne englobe toutes les colonies françaises (sauf l'Algérie), hollandaises, belges, portugaises, toute la Turquie asiatique, le Siam et certains États d'Amérique du Sud ; ces idées, développées dans *Groß-Deutschland* publié en 1911, (trad. fr. *La plus grande Allemagne*, Lausanne & Paris, Payot, 1916 ; réédition en 2016, Collection XIX, BnF) n'étaient pas l'apanage du petit nombre.

<sup>7</sup> Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 142003, p. 76. On y lira avec profit le développement que le célèbre historien de la Sorbonne, disparu en 1998, avait consacré au « Reich wilhelmien ».

<sup>8</sup> Manifeste de Bâle, 24-25 novembre 1912.

<sup>9</sup> Ibid.

<sup>10</sup> Notamment Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht qui connaîtront la prison à plusieurs reprises, ainsi que de nombreux futurs spartakistes.

<sup>11</sup> Tel Albert Südekum (1871-1944) qui assurera durant l'été 1914 l'interface entre la direction du Parti social-démocrate (SPD) et le gouvernement du *Reich*.

fortune constituée, le Parti social-démocrate votent les crédits militaires de 1912 et 1913.

Face à une telle offensive et compte tenu du climat politique quasi dictatorial imposé par la classe dominante<sup>12</sup>, il était fatal que les masses allemandes — manipulées et redoutant de voir se dégrader la condition pourtant très relative que lui assure l'État-providence — subissent les contrecoups du nationalisme belliciste, surtout que la mobilisation idéologique est totale<sup>13</sup>. Et lorsqu'en août 1914, au Parlement, la fraction SPD fait alliance avec les représentants de l'impérialisme en approuvant la guerre<sup>14</sup>, la boucle est bouclée. Désormais la frénésie patriotique l'emporte. « *L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un* », va proclamer début octobre *l'Appel des intellectuels allemands aux nations civilisées*, lequel porte la signature de quatre-vingt-treize écrivains, philosophes, artistes, médecins et scientifiques de renommée internationale ; il sera suivi fin octobre de la *Déclaration des professeurs des Universités et Écoles supérieures de l'empire allemand*, soit plus de trois mille signatures souscrivant à : « *Présentement, notre armée combat pour la liberté de l'Allemagne et par-là même pour tous les bienfaits de la paix et de la civilisation pas uniquement en Allemagne. Nous croyons fermement que le salut de l'ensemble de la culture européenne dépend de la victoire que remportera le „militarisme” allemand...* ».

La cuisante défaite de 1918 mutile gravement le *Reich* et le prive, du moins provisoirement, de toute optique d'hégémonie.

Cependant, les bataillons de l'impérialisme se ressaisissent déjà : Non, l'Allemagne n'a pas perdu la guerre ! Elle a été poignardée dans le dos par les ennemis de l'intérieur, marxistes et juifs ! Bientôt le jour viendra où...



*Les généralissimes Hindenburg et Ludendorff, initiateurs de la légende du coup de poignard dans le dos*

Et la direction du Parti social-démocrate de rentrer dans le jeu : elle accepte le pouvoir que le gouvernement impérial en déroute lui présente sur un plateau.

<sup>12</sup> Cf. Heinrich Mann, *Le Sujet de l'Empereur*, trad. fr. Paris, Grasset, 2014.

<sup>13</sup> Tandis que Guillaume II traitait les partisans de la paix d'« eunuques », le célèbre général de cavalerie et théoricien militaire Friedrich von Bernhardi (1849-1930) exaltait dans *L'Allemagne et la prochaine guerre* (1912) « le devoir de guerre... facteur indispensable de la culture... expression de la force et de la vitalité des peuples civilisés » ; de son côté, Heinrich Claß (1868-1953), président de la Ligue pangermaniste, abreuva le pays de brochures justifiant économiquement et socio-politiquement le déclenchement des hostilités ; le discours guerrier était relayé par la presse, dans les écoles et universités, ainsi que par le clergé tant catholique que protestant.

<sup>14</sup> Y compris Karl Liebknecht par discipline de part ; en décembre, par contre, il rompra avec la SPD et votera seul contre les nouveaux crédits.

Devenu chancelier avant d'être élu président de la République de Weimar, Friedrich Ebert, président du parti depuis 1913, accueille le 10 décembre 1918 à la porte de Brandebourg les premiers régiments de retour du front : « *Je vous salue, vous qui rentrez invaincus des champs de bataille* ».



*L'accueil des troupes par F. Ebert*

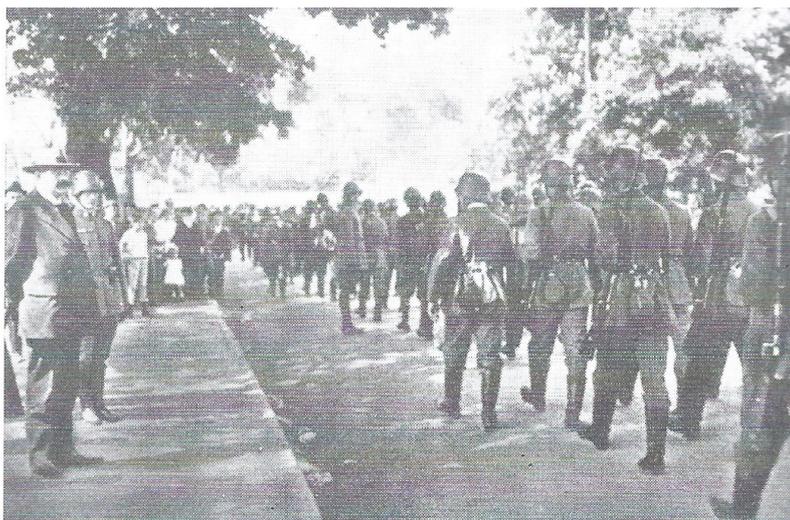
D'emblée les dirigeants social-démocrates de la jeune république font alliance avec les classes dirigeantes d'hier. Ils signent un pacte avec le chef du Grand État-major, le général Wilhelm Groener (1867-1939)<sup>15</sup>, et laissent la bride sur le cou aux magnats de l'industrie et à l'aristocratie terrienne qui par là même conservent la maîtrise des grandes orientations. C'est à leur solde que le député SPD Gustav Noske (1868-1946), nommé ministre des Armées, noie dans le sang toute perspective de révolution sociale. Sur son ordre, les corps francs assassinent ou au mieux emprisonnent les leaders du mouvement révolutionnaire.

---

<sup>15</sup> Celui-ci a succédé à Ludendorff qui a été congédié par Guillaume II le 26 octobre 1918.



Wilhelm Groener



Les corps francs défilant devant Gustav Noske

La nouvelle de la mort de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en janvier 1919 est un choc pour les masses populaires, pourtant plutôt réticentes à la révolution ; imprégnées d'idéologie petite-bourgeoise<sup>16</sup>, elles redoutent les exactions qui font cortège à la lutte de l'extrême gauche pour l'exercice du pouvoir de même que les bouleversements qu'entraînerait inéluctablement son accession aux commandes de l'État. Néanmoins, elles ne tardent pas à comprendre que, hormis quelques concessions de pure forme, elles n'ont pas grand-chose à espérer de la République de Weimar. Certes la Constitution d'août 1919 marque, par rapport à l'époque impériale, un progrès quant aux droits fondamentaux, mais fruit d'un compromis entre le Parti social-démocrate et les partis de droite, elle laisse sur leur faim les classes laborieuses<sup>17</sup>. Des grèves éclatent dans l'industrie et dans les grands domaines agricoles. Elles sont étouffées au nom de l'effort patriotique : « *On ne peut pas avoir perdu la guerre et vouloir travailler deux heures de moins. Ça ne marche pas comme cela* », déclare le représentant du patronat, Hugo Stinnes<sup>18</sup>, lors de ses tractations avec Carl Legien, président de la Confédération générale syndicale allemande (ADGB), affiliée au Parti social-démocrate<sup>19</sup>.

Le prolétariat urbain comme rural connaît dans cette période d'immédiat après-guerre une situation extrêmement difficile ainsi qu'en ont porté témoignage nombre d'écrivains<sup>20</sup>. Or voilà que justement le traité de Versailles — signé fin juin 1919 et contre lequel quelques rares individualités, tel l'économiste John Maynard Keynes<sup>21</sup>, ainsi que la Russie soviétique par la voix de Lénine<sup>22</sup> seront seuls à s'insurger — va toucher en premier lieu le peuple et le précipiter dans une misère noire : les Alliés viennent de doter les forces de la réaction du plus sûr moyen d'enfiévrer les foules.

<sup>16</sup> Lénine traitera à maintes reprises de ce problème ; voir aussi Bertolt Brecht, *La Noce chez les petits-bourgeois* (1919).

<sup>17</sup> Cf. *Deutsche Verfassungen*, Munich, Goldmanns gelbe Taschenbücher, 1965 ; pp. 55-76 pour la Constitution de 1871 ; pp. 77-109 pour la Constitution weimarienne.

<sup>18</sup> Voir à son propos la nouvelle de Heinrich Mann, *Kobes* (1925). Stinnes (1870-1924) reprendra ce leitmotiv à chaque fois que se posera la question du progrès social.

<sup>19</sup> Jusqu'à sa mort à 54 ans en 1924, Hugo Stinnes s'en tiendra ce commentaire chaque fois que se posera la question des avancées sociales.

<sup>20</sup> Notamment Adam Scharrer pour le monde paysan.

<sup>21</sup> Voir J.M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix* (1919), trad. fr. Paris, NRF, 1920.

<sup>22</sup> Discours au deuxième congrès de l'Internationale Communiste.

Le maréchal Foch prophétise : « *Ce n'est pas une paix, c'est un armistice de vingt ans* »<sup>23</sup>.

La vague de revanchisme qui déferle alors est exploitée à fond par les réseaux patriotiques et une prolifération de petits groupes d'extrême droite, au nombre desquels la future NSDAP.



*Propagande revancharde dépourvue d'ambiguïté*

Le ténor du revanchisme territorial est le général de brigade et géographe Karl Haushofer (1869-1946) qui professe la géopolitique à l'université de Munich et recherche une voie opérationnelle pour la renaissance de l'Allemagne humiliée par les vainqueurs de la guerre. Sa théorie de l'expansion continentale (*Lebensraum*), influencera Hitler<sup>24</sup> sans que Haushofer ait été pour autant membre du Parti nazi. À partir de 1926, elle sera diffusée avec un énorme succès dans l'opinion publique par le roman de Hans Grimm (1875-1959), *Peuple sans espace (Volk ohne Raum)*. Toutefois le troisième Reich renoncera à l'expansion africaine — à laquelle pensaient Haushofer et Grimm après la reconquête des territoires européens perdus — pour se tourner vers la colonisation des vastes étendues de l'Europe orientale.

Mais outre Hitler qui en fait immédiatement un ressort majeur de sa démagogie<sup>25</sup>, bien d'autres voix vont œuvrer en vue de la revanche.

Dès la signature du *Diktat versaillais*, le chef du Grand État-major, le général Wilhelm Groener, et son conseiller politique, le commandant Kurt von Schleicher, élaborent une note d'orientation à l'attention du président Friedrich Ebert<sup>26</sup> :

<sup>23</sup> Cit. par Winston Churchill dans ses *Mémoires de guerre 1919-1941*.

<sup>24</sup> Par le biais de Rudolf Heß (1894-1987), d'abord secrétaire puis « représentant » (*Stellvertreter*) du Führer, très proche du professeur Haushofer pour avoir été son étudiant.

<sup>25</sup> Voir les trois premiers points du *Programme de la NSDAP* adopté le 24 février 1920 ainsi que ses interventions publiques.

<sup>26</sup> Cf. Reginald Henry Phelps, *Aus den Groener-Dokumenten*, 1<sup>ère</sup> partie, in *Deutsche Rundschau*, Darmstadt et Zurich, 1950, fascicule 7, pp. 535-536.

« *Le principe directeur absolu de notre programme est que l'existence de tout État de même que celle de tout individu sur notre planète est un combat, un combat acharné et inlassable..., que tout relâchement ou toute défaillance dans ce combat, de même que la moindre velléité de pacifisme internationaliste, mettent notre nation en danger d'être ruinée et submergée par les nations ennemies.* »

Les deux acolytes suggèrent de contester les réparations prévues par les Alliés vainqueurs et d'organiser le mouvement irrédentiste dans les territoires perdus. Ils proposent en outre de ne pas hésiter à faire intervenir l'armée en cas de grèves et même de supprimer le droit de grève afin que ne soit pas entravée la régénérescence économique du pays.

Le président les assurera de sa reconnaissance pour leur offre d'appui au gouvernement, ce qui en dit long sur la collusion de la Social-démocratie avec les forces ultraconservatrices.

Dans la foulée de l'entrée en vigueur du traité de Versailles, le 10 janvier 1920, la presse s'indigne. Certaines feuilles adoptent même un ton carrément vindicatif ; ainsi la *Deutsche Zeitung* de Berlin qui lance à la une :

« *Nous ne renonçons à rien, à rien du tout,  
et nous saurons reprendre  
ce que l'infamie, la lâcheté et la trahison nous ont fait perdre* »<sup>27</sup>

Le message est clair ; mais la presse réactionnaire induit désormais un inflexible dans la désignation de l'ennemi. Ce n'est plus uniquement le *Diktat* et ses promoteurs qui sont ciblés, mais aussi ceux qui l'ont signé et accepté : la gouvernance républicaine par la main du ministre social-démocrate des Affaires étrangères Hermann Müller et du ministre cathocentriste des Transports Johannes Bell<sup>28</sup>. Le premier stade de la régénération de l'Allemagne sera donc le démantèlement de la République.

Tout au long des années à venir, les exhortations de type impérialiste se multiplient ; à titre d'exemples :

— En décembre 1925 paraît à Berlin, sous le titre *Wirtschafts- und Finanzpolitik Deutschlands (Politique économique et financière de l'Allemagne)*, un memorandum de l'Association du Reich de l'industrie allemande (*Reichsverband der deutschen Industrie = RDI*) qui envisage une union douanière européenne sous contrôle du grand capital allemand (fascicule 29, p. 57) ; ce projet se verra complété fin avril 1929 par une résolution exigeant la révision des frontières des États.

— Déjà en 1914, le sidérurgiste August Thyssen (1842-1926) avait évoqué l'éventualité de la création d'une « *zone économique européenne allant du Pas-de-Calais au Caucase* »<sup>29</sup>. À partir de 1926, l'industriel Carl Duisberg (1861-1935), cofondateur du trust IG-Farben, ne cessera de remettre la question sur le tapis en

---

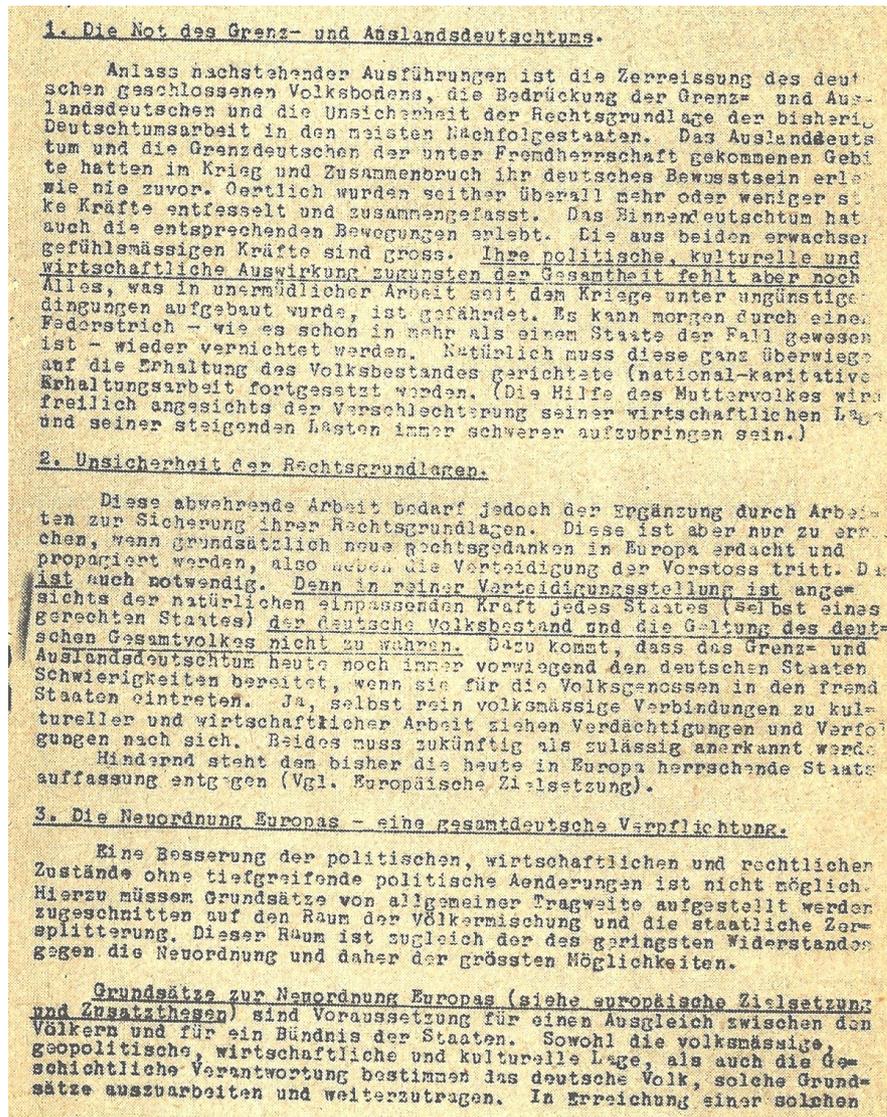
<sup>27</sup> *Deutsche Zeitung*, Berlin, 11 janvier 1920.

<sup>28</sup> Les représentants de l'impérialisme, responsables du déclenchement de la guerre, gardèrent ainsi les mains propres ; c'est déjà le député et président du Centre catholique, Matthias Erzberger, qui avait été délégué à Rethondes par le commandement suprême pour y signer l'armistice du 11 novembre 1918.

<sup>29</sup> Voir Dietrich Eichholtz, « Die Neuordnung des europäischen Großwirtschaftsraumes », in Joachim Lund et al., *Working for the New Order*, Copenhague, Business School Press, 2006, p. 13.

parlant pour sa part d'un « *bloc économique homogène s'étendant de Bordeaux à Odessa* »<sup>30</sup>.

Le 17 mars 1928, le comité directeur de la Ligue pour la protection de la germanité (*Deutscher Schutzbund = DSB*) adopte une motion « *inspirée par le déchirement du sol allemand unifié, l'oppression des Allemands vivant aux frontières et à l'étranger, la précarité des dispositions juridiques concernant les travailleurs allemands dans la plupart nouveaux États* ». Le paragraphe 3 du premier feuillet dactylographié précise les responsabilités incombant à l'ensemble des Allemands pour l'établissement d'un nouvel ordre européen : lutter pour des transformations politiques radicales...



— Remodeler l'Europe ! C'est aussi ce que prône le *Militr-Wochenblatt*, revue hebdomadaire indépendante pour les forces armées allemandes dirigée par le général Constantin von Altrck : « *...former les États-Unis d'Europe, qui s'étendront de la Meuse au marais de Pinsk, de Hambourg au golfe Thessalonique* »<sup>31</sup>.

Comme on le voit, il y a donc convergence de vue entre représentants du capital, mouvements réactionnaires et caste militaire. Cependant, s'il va falloir attendre la

<sup>30</sup> Cf. Carl Duisberg, *Abhandlungen, Vorträge und Reden aus den Jahren 1922 bis 1933*, Berlin, Verlag Chemie, 1933, p. 351.

<sup>31</sup> *Militr-Wochenblatt - Unabhängige Zeitschrift für die deutsche Wehrmacht*, 1/1929.

stabilisation du pouvoir hitlérien, soit *grosse modo* une quinzaine années, pour que la machine impérialiste se remette activement en marche, cela ne signifie pas que rien n'ait été tenté entre-temps :

À la fin du mois de janvier 1919, le commandant Joachim von Stülpnagel (1880-1968), chef de la « section opérations » près le Grand État-major (OHL), se voit chargé d'élaborer un plan international d'invasion de la Russie bolchevique. Les Américains prendront la tête de l'expédition et le quartier général interallié sera basé à Varsovie. Mais des dissensions entre les puissances concernées invalident le projet. Pour autant, le Grand État-major ne renonce pas. Il conclut un accord avec les armées blanches russes qui prévoit la destitution du gouvernement léniniste et l'instauration d'un régime contre-révolutionnaire qui, dès son établissement, exigera auprès des occidentaux la révision des humiliantes conditions imposées le 7 mai à l'Allemagne par la conférence de Paris.

Fin mai, le général Rüdiger von der Goltz (1865-1946) parvient à prendre Riga et fait marcher ses corps francs sur Petrograd et Moscou. Redoutant alors que la puissance allemande ne se reconstitue, les Alliés exigent sous peine de sanctions la cessation immédiate des combats et le renvoi du général von der Goltz qui, après bien des tergiversations, finit par rendre son commandement en octobre.



*Les corps francs de von der Goltz dans les pays baltes*

Dans l'intervalle, les cercles militaristes allemands, soutenus par les magnats de l'industrie et de la finance, ont envisagé début juin de renverser le gouvernement des « traîtres de novembre<sup>32</sup> » et de reprendre les hostilités à l'Ouest afin de bloquer la signature du traité de Versailles prévue pour le 28. Toutefois, parfaitement réalistes, le général Wilhelm Groener et le rusé général Hans von Seeckt (1866-1936) — lequel saura ultérieurement contourner le traité pour reconstituer la *Reichswehr* — ont refusé de se lancer dans l'aventure eu égard à l'écrasante supériorité des Alliés. C'est alors qu'entre en scène Wolfgang Kapp (1858-1922), directeur général du crédit agricole de Prusse et fondateur du Parti patriotique allemand (*Deutsche*

<sup>32</sup> C'est-à-dire ceux qui ont proclamé la république le 9 novembre 1918, signé l'armistice le 11, et qui se trouvent depuis février 1919 à la tête de la République dite « de Weimar ».

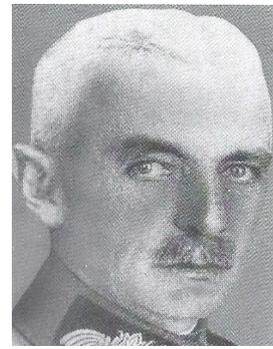
*Vaterlandspartei*<sup>33</sup>). Partisan d'un soulèvement national et de la reconquête par les armes des territoires allemands perdus en Pologne, Kapp risque le coup de force : le 21 juillet 1919, le commandant de cavalerie Waldemar Pabst (1889-1970), l'assassin de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg<sup>34</sup>, avance sur Berlin avec son escadron. Mal préparée et se heurtant à l'opposition de la direction de l'armée, la tentative de putsch est arrêtée sans peine par le général Walther von Lüttwitz (1859-1942).



*Kapp*



*Pabst*



*Lüttwitz*

Mais Kapp ne va pas en rester là. Par l'intermédiaire des banques berlinoises Bleichröder et Warburg — qui avaient été de longue date associées aux affaires de la monarchie des Hohenzollern au plus haut niveau —, il crée une association pour le financement de l'armée blanche du colonel Pavel Mikhaïlovitch Awalow-Bermond (1877-1974), constituée à 80% par les anciens corps francs du général von der Goltz. Le but est de faire la reconquête de l'Est, de s'emparer de Moscou, puis de renverser le gouvernement de Berlin. Battus le 11 novembre 1919 par les armées estoniennes et lettonnes, les mercenaires allemands doivent être rapatriés<sup>35</sup>. Ils s'organisent alors en commandos au service de l'extrême droite, et notamment de l'Union nationale (*Nationale Vereinigung*). Fondée à la fin du mois de juillet par Kapp, le colonel Max Bauer (1869-1929), ex-conseiller politique de Ludendorff durant la guerre, et Waldemar Pabst qui a été limogé, l'Union nationale entretient des relations privilégiées avec le Club national (*Nationalklub*) parmi les membres duquel on recense les capitaines d'industrie Hugo Stinnes (1870-1924), Emil Kirdorf (1847-1938), Ernst von Borsig (1869-1933), Albert Vögler (1877-1945), des militaires haut gradés comme Ludendorff — rentré en février de son exil en Suède — et le vice-amiral Franz Brüninghaus (1870-1951), des hommes politiques tel Alfred Hugenberg (1865-1951)<sup>36</sup>. Ces personnalités de premier plan, écrit Kapp dans une correspondance, « étaient extrêmement favorables à nos aspirations »<sup>37</sup>, entendons un coup d'État.

Contact est pris avec le général Ludendorff qui est l'objet d'un véritable culte chez les nationalistes. Mais celui-ci se sait dans le collimateur des Alliés<sup>38</sup> et préfère se tenir à l'écart. Ce sont donc à sa demande le général von Lüttwitz, commandant de la région militaire de Berlin, et son subordonné, le capitaine Hermann Ehrhardt (1881-

<sup>33</sup> Plus d'un million d'adhérents en 1918.

<sup>34</sup> Voir son interview dans le *Spiegel* du 18 avril 1962.

<sup>35</sup> Awalow-Bermond s'est enfui au Danemark.

<sup>36</sup> Cofondateur de la Ligue pangermaniste en 1891, président du conseil d'administration du Groupe Krupp durant la Première Guerre mondiale, magnat de la presse, de l'édition et du film sous la République de Weimar ; à partir de 1918, membre éminent puis dirigeant du Parti populiste national allemand (DNVP) ; du 30 janvier au 27 juin 1933, ministre de l'Économie, du Ravitaillement et de l'Agriculture dans le premier gouvernement Hitler.

<sup>37</sup> Lorsque j'avais commencé à m'intéresser à cette question au tout début des années 1980, le document se trouvait au Deutsches Zentralarchiv de Merseburg, Rep. 92, Nachlaß Kapp, E II 5.

<sup>38</sup> La France le réclame pour le juger en tant que criminel de guerre ; cf. Thierry Feral, *Le « nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 29 (23 janv., 30 janv.) et 36-37 (10 janv., 34 avril).

1971), — dont la brigade cantonnée à Döberitz, à vingt-cinq kilomètres de la capitale, se compose de six mille combattants d'élite —, qui vont se charger d'agir. Le mot d'ordre est d'établir une dictature militaire, d'abolir la « République de novembre » (*Novemberrepublik*), d'abroger le *Diktat* versaillais, et d'en revenir aux frontières de 1871. Pour justifier le pronunciamiento, on se présentera comme le bastion européen de la lutte contre le bolchevisme. Restera toutefois à isoler la France. C'est en ce sens que le général von Lüttwitz et le colonel Max Bauer se mettent en rapport avec des diplomates britanniques et américains hostiles aux clauses dictées par la France au vaincu. S'il n'est guère possible de faire la clarté sur ces entrevues restées secrètes, il semble cependant que les deux nations ont joué la carte de la prudence. En effet, le gouvernement conduit par David Lloyd-George (1863-1945) doit faire face à une situation économique délicate<sup>39</sup> ; quant au président démocrate Thomas Woodrow Wilson (1856-1926), qui mène campagne pour l'acceptation du traité de Versailles et l'adhésion à la SDN, il se heurte à une opposition quasi générale du Sénat et de la population<sup>40</sup>. En outre, pas plus le Royaume-Uni que les USA ne sont prêts à risquer un litige ouvert avec la France...

Depuis que Trotski a mis sur pied une nouvelle Armée rouge dont la supériorité sur les troupes blanches est indéniable, Wolfgang Kapp ne croit plus à la stratégie de « *prendre Moscou pour prendre Berlin* »<sup>41</sup> que se sont vainement employés à concrétiser tant le général von der Goltz que le colonel Awalow-Bermond. C'est pourquoi, en accord avec le général tsariste Vassili Biskupski (1878-1945)<sup>42</sup> en exil à Berlin, il en inverse les termes : rien ne sera possible tant que la puissance allemande n'aura pas été restaurée. D'autant que le moment favorable semble être venu : une profonde colère s'est emparée du pays depuis que, fin janvier 1920, la France a exigé que l'armée weimarienne soit réduite à 115 000 hommes et que lui soient livrés pour jugement neuf-cents « criminels de guerre » présumés, parmi lesquels l'empereur Guillaume II et son fils le *Kronprinz*<sup>43</sup>, les « dioscures » Hindenburg et Ludendorff, le grand-amiral Alfred von Tirpitz, l'ancien chancelier Theobald von Bethmann Hollweg...

Lorsque le chancelier Gustav Bauer (SPD)<sup>44</sup> tente de transiger en promettant de faire juger les « criminels de guerre » par la Cour suprême de Leipzig et en ordonnant le 11 mars la mise à pied du général von Lüttwitz ainsi que la dissolution de la brigade Erhardt, la coupe déborde : décuplant leur activité, Kapp et Lüttwitz s'assurent la connivence passive du colonel Arens, chef de la police de sécurité de Berlin, de Herbert von Berger, commissaire d'État à l'ordre public, ainsi que des généraux Fritz von Loßberg, commandant de la région militaire Nord-Rhénanie/Westphalie, et Oskar von Watter, commandant de la région militaire Rhin/Ruhr.

Dans la nuit du 12 au 13 mars 1920, des colonnes en armes quittent le camp de Döberitz et marchent sur la capitale. Tandis que le président Ebert, le chancelier Bauer, le ministre des Armées Noske quittent Berlin pour Dresde d'où ils vont prendre position contre le coup d'État dans un *Appel au peuple allemand*, le capitaine Ehrhardt investit la ville. Ses troupes déploient leurs pièces d'artillerie et leurs chars, les axes ferroviaires sont occupés par les trains blindés. Et tandis que les corps francs se déchaînent dans les quartiers prolétariens afin de dissuader de

<sup>39</sup> Voir André Siegfried, *L'Angleterre d'aujourd'hui*, Paris, Crès éditions, 1924.

<sup>40</sup> Il sera du reste battu aux élections de 1921 par le républicain Warren G. Harding, fervent isolationniste et protectionniste.

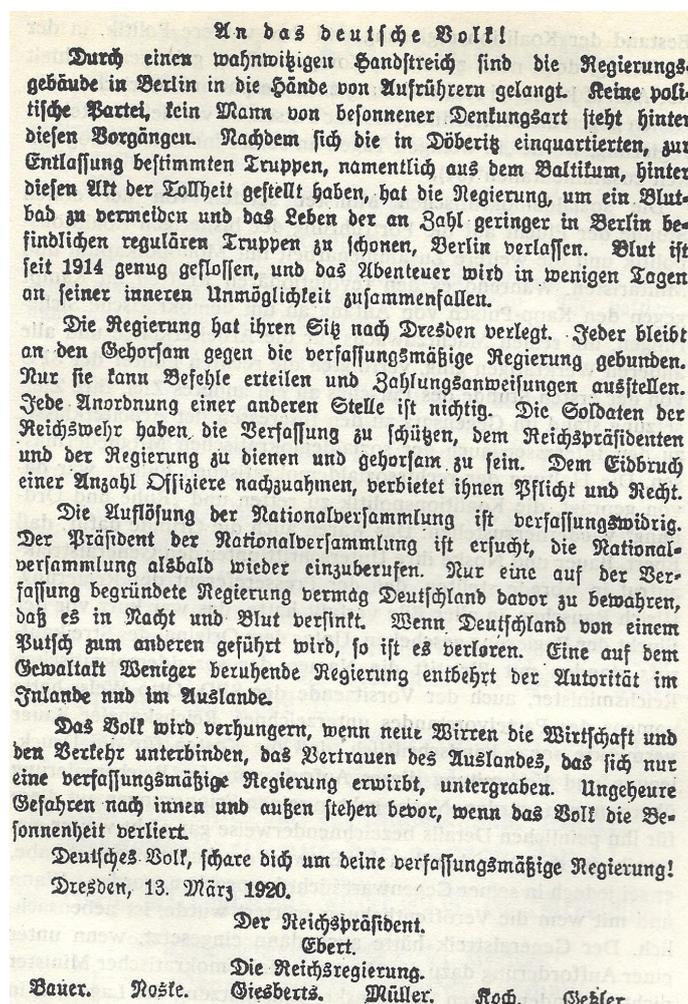
<sup>41</sup> Deutsches Zentralarchiv Merseburg, Rep. 92, Nachlaß Kapp, E I 8 (même remarque qu'en note 36).

<sup>42</sup> Cf. Michael Kellogg, *The Russian Roots of Nazism : White Émigrés and the Making of National Socialism*, New York, Cambridge Univ. Press, 2005. Après l'échec du putsch de Kapp auquel il participera, Biskupski s'établira à Munich où il deviendra un proche de Hitler et usera de sa fortune personnelle et de ses relations pour financer le parti national-socialiste.

<sup>43</sup> Ce que refuse la Hollande où tous deux se sont réfugiés.

<sup>44</sup> Le successeur de Philipp Scheidemann (SPD) qui a démissionné le 20 juin 1919 en protestation contre les clauses du traité de Versailles.

toute résistance<sup>45</sup>, un nouveau gouvernement se constitue autour de Kapp qui se bombarde chancelier ; le général von Lüttwitz est catapulté ministre de la guerre et le général von der Goltz gouverneur de la région militaire de Berlin. Dès l'annonce de l'instauration du nouveau gouvernement, la contre-révolution fait tache d'huile en Allemagne du Nord<sup>46</sup>.



**L'appel de Dresde « au peuple allemand »**

Voici donc théoriquement le décor en place pour qu'entre en scène celui dont on attend qu'il instaure la dictature : le général Ludendorff qui seul bénéficie du prestige suffisant pour présider à l'avenir de l'Allemagne. Mais l'ancien adjoint de Hindenburg se confine dans une prudente réserve. Il se contente d'observer ce que l'essayiste ultraconservateur Heinrich von Gleichen-Rußwurm (1882-1959) désignera comme

<sup>45</sup> Cf. Walter Kolbenhoff, *Les Sous-hommes*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 141-142 : « Sous la casque, les visages sont enfantins. Mais sur l'acier, peinte en blanc, s'affiche la croix gammée, symbole de la haine absolue ! Ils avancent, la grenade à la main, écumant d'une rage bestiale [...]. Ils escaladent les escaliers [...]. Les crosses brisent les meubles. Les baïonnettes éventrent les écredons, lacèrent quelques mauvais tableaux, éclatent les glaces [...]. Nous nous ratatinons dans notre pièce obscure. Dans la rue, on entend des coups de feu, des hurlements, des bruits de poursuite, des jurons [...]. Le lendemain matin, le soleil de mars se lève sur des éclaboussures de cervelle, des flagues de sang coagulées, des amas de chair humaine en bouillie. Des poteaux en acier ont été brisés comme des allumettes. D'énormes crevasses s'ouvrent béantes dans le mur des immeubles. Dans la cour de l'école, on a aligné les innombrables dépouilles de ceux qui ont été exécutés. »

<sup>46</sup> C'est-à-dire, selon la définition allemande classique, tout le territoire au-dessus de la ligne du Main.

une « *comédie de l'insuffisance* »<sup>47</sup>. Et c'est lui qui — au vu de la grève générale sans précédent qui a éclaté et de l'organisation d'une résistance armée par les milices rouges, notamment dans la Ruhr — va pousser Kapp à se retirer dans la matinée du 17 mars. Dans sa proclamation de démission, considérant que pour sa part, il a « *accompli son devoir* », le « chancelier de quatre jours » lui fera — à mots couverts — grief de l'échec du putsch<sup>48</sup> avant de s'envoler pour la Suède d'où il ne reviendra qu'à la veille de sa mort en 1922.



*L'envol de Kapp pour la Suède*

Désormais seul, le général von Lüttwitz, tente en un ultime sursaut de sauver la situation. Il légitime le pronunciamiento en tant que neutralisation d'une tentative d'insurrection qui aurait été préparée par les communistes, transformant — la presse aidant — ceux qui avaient lutté contre les putschistes en putschistes. La manœuvre est grossière et ne prend pas. Le 17 mars à 18 heures, il quitte Berlin dans une automobile mise à sa disposition par Noske<sup>49</sup> et s'exile en Hongrie où il restera jusqu'en 1925.

La chute de Kapp place les représentants du militarisme et de l'impérialisme dans une situation délicate. Force leur est de concéder que le putsch a été une faute puisqu'il a échoué. Toutefois, fulmine l'historien universitaire et député conservateur Martin Spahn (1875-1945), rien ne justifiait la grève générale puisque de toute façon l'entreprise de Kapp était mort-née<sup>50</sup>. Les raisons de cette affirmation ? L'ardent promoteur du concept de macro-espace (*Großraum*) sous la République de Weimar<sup>51</sup> ne s'en embarrasse pas. Pas plus du reste que le gouvernement socialo-centriste de Gustav Bauer qui, de retour à Berlin, s'empresse d'enterrer la fable lüttwitzienne de l'imminence d'une insurrection communiste au lieu de régler ses comptes avec les putschistes (peines minimales et bientôt commuées) et de profiter de la déstabilisation des forces réactionnaires pour réviser son orientation politique au profit des classes laborieuses. Dans la foulée immédiate de la démission de Kapp,

<sup>47</sup> Heinrich von Gleichen-Rußwurm, „Die Komödie der Unzulänglichkeit“, article paru le 31 mars 1920 dans *Das Gewissen* (La Conscience), revue du Club de Juin (*Juni-Klub*, juin symbolisant la révolte contre la signature du traité de Versailles). Ce texte s'en prend violemment à Kapp.

<sup>48</sup> Télex agence Wolff, 17 mars 1920, 11 h 24.

<sup>49</sup> La direction du Parti social-démocrate (SPD) le contraindra le 22 mars à démissionner de son ministère ; il sera remplacé par le démocrate (DDP) Otto Geßler qui conservera le poste jusqu'en 1928.

<sup>50</sup> in *Das Gewissen*, 31 mars 1920.

<sup>51</sup> Cf. Bernard Bruneteau, Youssef Cassis et al., *L'Europe communautaire au défi de la hiérarchie*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, pp. 60-62.

un appel à entrer « *tous en lutte contre le bolchevisme dévastateur* » est placardé dans les rues ; il est signé « *au nom du gouvernement du Reich* » par le vice-chancelier Eugen Schiffer (1860-1954) et le général Hans von Seeckt, en charge de l'armée weimarienne. Sont ciblés les grévistes anti-Kapp d'hier qui aujourd'hui maintiennent la pression et refusent de débloquer — s'il le faut en usant de violence et par les armes — les sites de production afin d'obtenir des avancées sociales. Le climat est explosif, la *Reichswehr* prête à intervenir, localement secondée par des bataillons de maintien de l'ordre composés de mercenaires auxquels on offre un appréciable pécule. Toutefois la brigade Ehrhardt est tenue en-dehors de l'affaire ; le successeur de Gustav Noske, Otto Geßler, qui a pris son poste le 27 mars dans le gouvernement de Hermann Müller (SPD) suite à la démission du gouvernement Bauer, a tenu à éviter toute provocation<sup>52</sup>. Par contre il n'hésite pas à faire intervenir dans la Ruhr le général Oskar von Watter qui, à la tête d'unités de la *Reichswehr*, réprime début avril dans le sang la mobilisation ouvrière<sup>53</sup> qui depuis le 19 mars a pris un tour insurrectionnel (occupation de la mairie de Dortmund, Essen, Mülheim...). Dans un mémoire de 88 pages consacré au mouvement ouvrier en Allemagne au lendemain de la Grande Guerre et publié début 1933, le jeune historien d'obédience marxiste Heinz Schürer écrira<sup>54</sup> : « *Les sauveteurs prolétaires de la république furent écrasés par ceux qu'ils venaient de sauver, alliés maintenant aux putschistes* ». On conviendra que, en dépit de son parti pris idéologique, la formule ne manquait pas de pertinence.

Le 21 mars 1920, la brigade Erhardt a quitté Berlin en bon ordre sous le regard des badauds pour réintégrer son casernement de Döberitz. Elle y vivote jusqu'à la fin du mois où le changement de gouvernement du 27 scelle sa dissolution. La plupart de ses membres rejoignent alors la Bavière où l'*Orgesch*, l'*organisation* de Georg *Escherich* (1870-1941), a dans la nuit du 13 au 14 mars réussi à Munich ce que Kapp a raté à Berlin. Là opèreront désormais en toute quiétude, à l'abri de la gouvernance régionale d'exception antisocialiste et antisémite de Gustav von Kahr (1862-1934)<sup>55</sup>, nombre de formations d'extrême droite, dont la NSDAP<sup>56</sup>. Après avoir œuvré dans les unités clandestines de la *Reichswehr* ou au sein de l'*Organisation Consul*, structure secrète spécialisée dans l'assassinat politique à grande échelle<sup>57</sup>, les anciens de la Brigade Erhardt se retrouveront fortement divisés lorsque leur chef, à l'occasion du putsch hitlérien de novembre 1923, choisira d'intervenir contre le Führer<sup>58</sup>, à la différence du général Ludendorff, installé depuis août 1920 à Munich-Ludwigshöhe et acoquiné à lui.

À l'automne 1920, nombreux étaient ceux qui déjà commençaient à considérer Hitler comme la « *force dynamique* » d'une possible renaissance nationale. Parmi eux, son ex-supérieur, le capitaine Karl Mayr (1883-1945). Le 24 septembre, celui-ci écrit à son ami Kapp en exil<sup>59</sup> pour l'assurer de la pérennisation de ses projets par le Parti nazi et le prie en conclusion de bien vouloir user de ses relations pour aider par un

<sup>52</sup> Voir Rudolf Mann, *Mit Erhardt durch Deutschland : Erinnerungen eines Mitkämpfers von der 2. Marinebrigade*, Berlin, Trowitzsch, 1921, p. 206.

<sup>53</sup> Parti communiste (KPD) et Parti socialiste indépendant (USPD) rejoints par de nombreux militants socialistes SPD ; il y aura plus d'un millier d'insurgés exécutés.

<sup>54</sup> Heinz Schürer, *Die politische Arbeiterbewegung Deutschlands in der Nachkriegszeit 1918-1923*, Leipzig, Gerhardt, 1933.

<sup>55</sup> Celui-ci a été mis en place par une junte militaro-policière soutenue par les milieux réactionnaires ; le conseil régional présidé depuis mars 1919 par Johannes Hoffmann (SPD) a été destitué dès que la nouvelle du putsch de Kapp est parvenue à Munich.

<sup>56</sup> Il me faut rendre ici hommage à Jean-Pierre Faye grâce auquel j'avais à 25 ans découvert l'existence du putsch de l'*Orgesch* (cf. *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972, p. 30 sq.).

<sup>57</sup> Cf. Emil Julius Gumbel, *Zwei Jahre Mord* (Deux années d'assassinats), Berlin, Verlag Neues Vaterland E. Berger & Co, 1921 (dédié « à la mémoire de tous ceux qui sont morts pour la liberté »), ainsi que Ernst von Salomon, *Les Réprouvés (Die Geächteten / 1930)*.

<sup>58</sup> Lors de l'épuration de fin juin – début juillet 1934 (« Nuit des longs couteaux »), Erhardt redoutera la vengeance de Hitler et s'exilera un temps en Suisse avant de se faire agriculteur en Autriche.

apport de 45 000 marks.à la reprise des éditions Eher et du *Völkischer Beobachter* qui dépendent de la Société Thulé<sup>60</sup>, une secte aryano-pangermaniste réunissant de hautes personnalités bavaroises et à laquelle appartiennent les deux mentors du Führer, Dietrich Eckart (1868-1923) et Alfred Rosenberg (1893-1946). La réponse — en espèces sonnantes — passe en décembre des mains du colonel Franz Xaver von Epp (1868-1947, général en 1921), qui commande la 21<sup>e</sup> Brigade de tirailleurs (700 hommes), à celles de son chef d'état-major, le capitaine Ernst Röhm (1887-1934), et de là aboutit à l'adjudant Max Amann (1891-1957), l'ami intime du Führer promu directeur des éditions Eher. La somme a été arrondie à 60 000 marks en se servant de fonds secrets de l'armée. Les autres 60 000 marks nécessaires pour conclure la transaction et régler les dettes dans lesquelles patauge de longue date la maison Eher sont fournis par l'industriel d'Augsbourg Gottfried Grandel ainsi que le médecin munichoïse Wilhelm Gutberlet, membre influent de la Société Thulé. La direction du *Beobachter* est dévolue à Eckart assisté de Rosenberg.

Entre la mi-octobre 1922 (rassemblement unitaire de l'extrême droite lors de la « Journée allemande de Coburg ») et la fin octobre 1923 (discours de Hitler au cirque Krone de Munich faisant suite à la « Journée allemande » du 30 septembre à Bayreuth où il a tenu la vedette)<sup>61</sup>, la NSDAP a évolué de façon étonnante. La crise inflationniste<sup>62</sup>, l'agitation communiste, l'occupation de la Ruhr y ont contribué, ainsi que le laxisme des autorités bavaroises à son égard. Dès lors que le mouvement suscite assez de crainte pour être frappé d'interdiction en Prusse, Saxe, Bade, au Mecklenburg-Schwerin, ainsi qu'à Hambourg et Brême, les cercles réactionnaires subodorent que le « caporal bohémien »<sup>63</sup> pourrait bien être un jour celui qui mettra bas la « République de novembre », d'autant qu'il vient de faire alliance avec le général Ludendorff (*Deutscher Kampfbund = Ligue de combat allemande*)<sup>64</sup>. C'est ainsi qu'un ex-commandant, Kurt Anker — qui a servi à l'état-major du *Kronprinz* puis à celui du père des corps francs, le général Georg Maercker —, n'hésite pas à pronostiquer dans un livre de 243 pages, *Notre heure va venir*, que « *seul celui qui [...] sera à même de mater par la force pareille grève générale [i.e. celle qui fut fatale à Kapp, T.F.] ou qui, en raison de sa personnalité, de son renom politique et de ses autres aptitudes, saura mettre les classes laborieuses de son côté, pourra par des mots d'ordre nationalistes donner naissance à une conception nouvelle de notre politique intérieure. Que ce soit alors dans le strict respect des lois constitutionnelles ou sous forme d'un coup d'État, cela n'aura guère d'importance* »<sup>65</sup>.

<sup>59</sup> Traduction du courrier in Lionel Richard, *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000, pp. 148-149. J'avais pu pour ma part en prendre connaissance au Deutsches Zentralarchiv de Merseburg, Rep. 92, Nachlaß Kapp, E II 26 (cf. note 37)

<sup>60</sup> Cf. Lisa Zechmann, *Der Zentralverlag der NSDAP. Die Frühgeschichte der Franz Eher Nachfolger GmbH*, Ludwig-Maximilians-Universität München, Institut f. deutsche Philologie, 2016.

<sup>61</sup> Voir Thierry Feral, *Le « nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 46-58.

<sup>62</sup> Voir Adam Fergusson, *When Money Dies : The Nightmare of Deficit Spending, Devaluation and Hyperinflation in Weimar Germany*, New York, Public Affairs, 2010.

<sup>63</sup> Surnom méprisant donné à Hitler par Hindenburg et quelques autres. Les ancêtres de Hitler étaient du Waldviertel autrichien et non de Bohême (cf. Anna Maria Sigmund, *Diktator, Dämon, Demagoge. Fragen und Antworten zu Adolf Hitler*, Munich, DTV, 2006, p. 163 sq.

<sup>64</sup> Dans son ouvrage *Auriez-vous crié Heil Hitler ?*, Paris, Max Milo, 2011, François Roux insiste à la section « Les classes supérieures et l'intelligentsia » du chapitre 3 sur la relation ambiguë que l'aristocratie a entretenu avec Hitler et son mouvement.

<sup>65</sup> « *Nur wer [...] einen solchen Generalstreik gewaltsam niederzuhalten vermag, oder aber, wer auf Grund seiner Persönlichkeit, seines politischen Rufes und seiner sonstigen Fähigkeiten die Arbeiterschaft auf seine Seite zu bringen weiß, kann unter nationalen Parolen eine innerpolitische Neueinstellung ins Leben rufen. Ob er es dann ganz legal oder mit etwas mehr oder weniger Gewalt macht, ob streng nach den Gesetzen der Verfassung oder in Form eines Staatsstreiches, das ist verhältnismäßig unwesentlich* », in Kurt Anker, *Unsere Stunde kommt*, Leipzig, Lpz Graphische Werke, 1923, p. 159. Anker publiera l'année suivante *Teut wider Juda* (Teutonisme contre judaïsme).

On est en novembre 1923 ; en avril, Hitler a fêté son trente-quatrième anniversaire ; l'homme, dira de lui Arthur Moeller van den Bruck (1876-1925), une des voix dominantes du Club de Juin, est « *la passion incarnée, toutefois sans le moindre recul ni sens de la mesure* »<sup>66</sup>. Un an auparavant, le Duce a réussi la fameuse *marcia su Roma*. Le « Mussolini allemand »<sup>67</sup> est impatient...

Coup de force donc ... Mais l'équipée pâtit de son amateurisme et les élites, si elles utilisent volontiers ce *prolétarien primaire*<sup>68</sup> pour ses basses besognes, le traitent encore avec dédain... Les aristocratiques Gustav von Kahr, Otto von Lossow et Hans von Seißer — respectivement gouverneur avec plein pouvoir exécutif, commandant de l'armée et chef de la police en Bavière — apprécient peu la façon dont, dans la soirée du 8 novembre, il leur brandit son revolver sous le nez et écume... Ludendorff n'appréciera pas plus sa fuite précipitée du 9... Quoi qu'il en soit, la marche hitlérienne, amorcée dans le tumulte de la brasserie munichoise Bürgerbräu, s'achève quinze heures plus tard à l'intersection de la Residenzstraße et de l'Odeonsplatz<sup>69</sup>.

C'est néanmoins mal cerner le personnage que de ne pas comprendre qu'il est doté d'une volonté obstinée et que, « *si aucune force supérieure ne vient lui barrer la route* », l'aventure ne s'arrêtera pas là<sup>70</sup>. Au terme d'un procès scandaleusement truqué (24 février – 1<sup>er</sup> avril 1924), Hitler, loin d'être brisé, quitte le tribunal grandi et désormais célèbre dans toute l'Allemagne. Durant sa détention à Landsberg, il tire les leçons de son échec ; c'est, pour reprendre Anker, « *dans le strict respect des lois constitutionnelles* » qu'il doit s'imposer.

Dorénavant, le sort de la NSAP sera conditionné par l'humeur des grands industriels, des hobereaux et de l'aristocratie militaire<sup>71</sup>. De fait, prétendre accéder au pouvoir par la voie légale, suppose la conquête d'une base de masse, donc une propagande omniprésente et une chaîne logistique dispendieuse qui vont contraindre le Führer à resserrer ses liens et à composer avec ceux qui sont susceptibles de le financer. Le fait que ce ne soit pas le peuple qui l'ait porté à la chancellerie, mais la pression exercée sur le président Hindenburg par les milieux d'affaires et l'armée pour que celui-ci le nomme chancelier, prouve que les nombreuses tractations préjudant au 30 janvier 1933 avaient abouti à un consensus quant au démantèlement du Parti communiste et autres formations de gauche, à l'interdiction des syndicats, au réarmement et à la réactivation de l'impérialisme hégémonique. Du reste, Hitler n'hésitera pas à multiplier les gestes d'allégeance, en particulier en purgeant son mouvement de ses éléments socialo-révolutionnaires — groupe d'Otto Strasser début juillet 1930 puis de son frère Gregor en décembre 1932, élimination physique de Röhm et des chefs SA le 30 juin 1934... À chaque concession, la récompense tombera ; respectivement : sponsorship par les sidérurgistes Fritz Thyssen — qui en 1926 a succédé à son père August — , Emil Kirdorf et Albert Vögler de l'achat de la « Maison Brune », siège de la direction centrale de la NSDAP à Munich ; réunion avec l'ex-chancelier et « commissaire du Reich en Prusse » Franz von Papen chez

<sup>66</sup> « *verkörperte Leidenschaft, aber ganz ohne Abstand und Augenmaß* », in *Das Gewissen*, 12 r Stranov. 1923. (cf. note 47). Pour des précisions sur Moeller, voir Fritz Stern, *Politique et désespoir*, Paris, Colin, 1990, pp. 197-277, ainsi que Louis Dupeux et al., *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992, pp. 45-59 et 215-222.

<sup>67</sup> Expression employée par le responsable à la propagande du Parti nazi, Hermann Esser, dans son discours du 3 novembre 1922 au Hofbräuhaus de Munich.

<sup>68</sup> Cf. Dans *Das Gewissen*, même article qu'en note 56, Moeller van den Bruck attribue l'échec du putsch à la « primarité prolétarienne » de Hitler (*Hitler ist an seiner proletarischen Primitivität gescheitert* »).

<sup>69</sup> Sur le déroulement des événements, voir par exemple Didier Chauvet, *Hitler et le putsch de la brasserie : Munich, 8-9 novembre 1923*, Paris, L'Harmattan, 2012.

<sup>70</sup> Voir T. Feral, *Le National-socialisme*, Paris, Ellipses, 1999, pp. 55 et 63.

<sup>71</sup> Cf. Kurt Pätzold / Manfred Weißbecker, *Geschichte der NSDAP*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1981, chap. 4. (réédition Cologne, PapyRossa, 2009).

le banquier de Cologne Kurt von Schröder pour s'accorder sur la formation du « cabinet de concentration nationale » que conduira le Führer ; appel à l'armée du général-ministre Werner von Blomberg à se ranger sans réserve derrière le chancelier Hitler<sup>72</sup>.

L'établissement de la dictature hitlérienne a donc été l'abjecte et sanglante orchestration d'une offensive impérialiste interne et externe contre les droits de la personne, l'émancipation et le progrès humains, la liberté des peuples ; le tout flanqué d'une instrumentalisation à grande échelle des mythes colonialo-racistes, d'une intimidation/répression constante, et d'une façon générale d'une ravageuse régression obscurantiste.

Cette offensive a été soutenue par l'oligarchie industrielle et financière ainsi que par la caste militaire<sup>73</sup>, voire même carrément voulue de longue date par toute une cohorte de leurs représentants. Ainsi que l'avait énoncé au milieu des années 1960 le psychiatre et philosophe Karl Jaspers — connu pour avoir initié au lendemain de la guerre une importante réflexion sur le problème de la « *culpabilité allemande* » face au nazisme<sup>74</sup> — : « *Le fait est que jamais la marée n'aurait eu la force de franchir les digues si ceux qui occupaient les positions dirigeantes n'avaient pas ouvert les écluses* »<sup>75</sup>.

**© Association Amoureux d'Art en Auvergne**  
**Centre municipal Jean Richepin, 21 rue Jean-Richepin, 63000**  
**Clermont-Fd.**  
[www.quatrea.com](http://www.quatrea.com).

---

<sup>72</sup> Voir T. Feral, *Le « nazisme » en dates, op. cit.*, pp. 113-115, 163-168, 219-221.

<sup>73</sup> Cf. Eberhard Czichon, *Wer verhalf Hitler zur Macht ?*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1967 / 1989 (compte-rendu élogieux de Charles Bloch in *Annales HSS*, 1/1969, pp. 216-117), ainsi que David Abraham, *Collapse of the Weimar Republic*, New York/Londres, Holmes & Meyer, 1986 ; l'indispensable complément à ces deux livres et à notre propos est le travail collectif dirigé par Jörg Osterloh et Harald Wixforth *et al.*, *Unternehmer und NS-Verbrechen. Wirtschaftseliten im « Dritten Reich » und in der Bundesrepublik Deutschland*, Francfort/Main, Campus, 2014.

<sup>74</sup> Tout d'abord dans la revue mensuelle *Die Wandlung* qu'il avait fondée dès novembre 1945 à Heidelberg, puis dans son célèbre ouvrage *Die Schuldfrage*, Heidelberg, Lambert Schneider, 1946 (trad. fr. Éditions de Minuit).

<sup>75</sup> Karl Jaspers, in *Der Spiegel*, 18 avril 1966 : « *Es ist doch so, daß die große Flut die Deiche nicht durchbrochen hätte, wenn nicht jene Leute an den führenden Stellungen die Schleusen geöffnet hätten* ». Notons que Fritz Thyssen en éprouvera ultérieurement des regrets ; au lendemain de la « Nuit de cristal » (9-10 novembre 1938) et après avoir copieusement critiqué le programme d'armement et de préparation à la guerre géré par Hermann Göring, il émigre en Suisse puis en France (Nice) ; déchu de la nationalité allemande, il est livré en décembre 1940 à la Gestapo par la police de Vichy et interné en camp de concentration. À souligner aussi que l'équipementier automobile Robert Bosch (cf. Joachim Scholtyssek, *Robert Bosch und der liberale Widerstand gegen Hitler*, Munich, Beck, 1999) et le fabricant de matériel optique et photographique Ernst Leitz (cf. sur ce même site, « Ernst Leitz et le nazisme ») chercheront dans la mesure de leurs moyens à se démarquer de la politique officielle.